Budget 2027 : Sébastien Lecornu propose 54 milliards d'euros d'économies, alertant les oppositions sur la «contrainte du réel »

September 18, 2026



Le Premier ministre Sébastien Lecornu a annoncé jeudi 17 septembre des économies de l'ordre de 54 milliards d'euros dans le projet de budget 2027 pour la France, avec notamment un effort «inférieur à 6 milliards d'euros» pour les retraités, un gel du point d'indice pour les fonctionnaires et 2,5 milliards d'économies demandés au ministère du Travail. L'objectif est de contenir le déficit public à 5% du produit intérieur brut (PIB) en 2027. Le projet de loi de finances pour 2027 et le projet de loi de financement de la Sécurité sociale seront présentés en conseil des ministres le 30 septembre.

Enveloppes ministérielles remaniées

Cette «copie offensive», précise-t-il dans un entretien au Figaro, écarte toute hausse de d'impôt ainsi que le gel du barème de l'impôt sur le revenu (IR) un temps évoqué. L'Etat «contribuera en premier» à l'effort budgétaire, souligne-t-il, avec notamment, mesure symbolique, «une compression» des enveloppes ministérielles. Quelques ministères verront néanmoins leur budget augmenter : celui des Armées se voit alloué 6,4 milliards d'euros supplémentaire. Ceux de la Justice, de l'Intérieur, de la Recherche et de l'Écologie «afficheront également des crédits en hausse», non chiffrés. Le Premier ministre s'engage également «à réduire la surtaxe d'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises». A 7,5 milliards d'euros en 2026, elle doit désormais être portée à 5 milliards d'euros.

«L'année prochaine, à cause du contexte géopolitique qui pousse les taux d'intérêt à la hausse, le pays va devoir trouver 10 milliards d'euros supplémentaires pour la financer», explique-t-il. «Le

vieillissement de la population impacte les comptes sociaux», fait valoir le Premier ministre, indiquant que «sans mesures correctives, les dépenses de la Sécurité sociale seraient en hausse de 22 milliards d'euros» et soulignant qu'il doit aussi composer avec une «charge de la dette pèse de plus en plus lourd sur l'équation budgétaire». Indiquant que les dépenses de fonctionnement des collectivités locales affichent «une augmentation spontanée de 7 milliards d'euros», il ajoute qu'il faut «freiner» celle-ci.

«Au total, si ce budget ne contenait aucune mesure d'économies, le déficit 2027 tutoierait les 6,5% du PIB, chiffre-t-il En freinant les dépenses de l'Assurance maladie dès cet été, nous avons commencé à structurellement atténuer ce choc, mais il faut poursuivre.» Le gouvernement vise pour 2027 un déficit représentant 5% du PIB «en tenant compte d'un nouvel effort sur les dépenses militaires» (4,8% en dehors de leur nouvelle hausse) mais n'atteindra pas ce seuil comme prévu cette année et va donc poursuivre «le serrage» afin de compenser l'impact de la guerre en Iran et de la sécheresse, «pour bien rester en dessous des 5,5%», précise le Premier ministre.

Un effort de 6 milliards d'euros pour les retraités

Évoquant le budget de l'Etat «le plus rigoureux jamais présenté la veille d'une élection présidentielle», il indique que celui-ci sera gelé en valeur l'an prochain en excluant la hausse de la charge de la dette et celle du budget des Armées. «Aucune pension (de retraite) ne diminuera», promet-il, évoquant toutefois un «débat sur le rythme d'augmentation (qui) sera tranché au Parlement» et précisant que les retraités devraient contribuer à l'«effort», «qu'il porte sur une réduction de (leur) niche fiscale ou sur un gel partiel des pensions», pour un montant «inférieur à 6 milliards d'euros».

Le Premier ministre prévoit aussi un gel du point d'indice des fonctionnaires afin de dégager 2 milliards d'euros et table sur environ le même montant grâce à des économies sur les arrêts maladie. Evoquant un possible gel des retraites les plus importantes ou des Aides personnalisées au logement (APL), il n'exclut pas en revanche «des mesures de soutien aux familles, par exemple avec la création d'un 'prêt à taux zéro natalité' pour faciliter l'accès à la propriété d'un logement adapté pour les familles».

«Contrainte du réel»

L'élaboration du budget intervient alors que les revendications sociales s'agrègent en France, dominées par la hausse des prix des carburants liée à la guerre au Moyen-Orient, ainsi que par des demandes de négociations salariales. Elle a également lieu dans un cadre de plus en plus contraignant, le gouvernement ayant abaissé sa prévision de croissance pour 2026 pour la troisième fois cette année, la ramenant à 0,5% contre 0,7% en juillet et 1,0% initialement. La Banque de France a elle aussi abaissé sa prévision mardi, anticipant désormais une hausse de 0,4% du produit intérieur brut (PIB) en 2026 contre une précédente estimation de 0,5%.

«Cette vérité, et contrainte du réel, s'impose d'ailleurs autant au gouvernement, qu'au Parlement et qu'aux candidats à l'élection présidentielle», martèle Sébastien Lecornu. «Ces efforts, aujourd'hui,

permettent d'éviter d'avoir à faire des sacrifices demain. Nous avons encore une chance d'échapper à des coupes imposées et violentes.» Sous la menace d'un vote de censure faute de majorité au Parlement lors de la discussion budgétaire, Sébastien Lecornu s'engage à «tout faire pour trouver un compromis».

Avec Reuters (Rédigé par Benjamin Mallet ; édité par Sophie Louet)